
Brèves économiques et financières

Semaine du 1 au 14 mars 2019

Résumé :

- L'indice des prix à la consommation en hausse de +0,4% m.m en février, dans le sillage de la hausse du prix de l'éducation
- En janvier, la production industrielle en chute, dans la lignée de la fin d'année 2018
- Le volume des ventes au détail en hausse mensuelle en janvier
- P. Guedes propose une déconnection des dépenses obligatoires du budget pour donner plus de marge de manœuvre aux Etats et municipalités
- Evolution des marchés du 1 au 14 mars 2019

L'indice des prix à la consommation en hausse de +0,4% m.m en février, dans le sillage de la hausse du prix de l'éducation

D'après l'IBGE, l'indice des prix à la consommation (IPCA) a connu une hausse de +0,43% en février par rapport au mois précédent. Sur les 12 douze derniers mois, l'inflation reste contrôlée, à +3,89%. La BCB a baissé sa cible d'inflation pour 2019 à 4,25% (contre 4,5% en 2018).

Cette hausse mensuelle est en grande partie liée à celle du secteur de l'éducation (+3,53%) en cette période de rentrée scolaire (**les mensualités des « lycées » privés ont notamment augmenté de +4,6%**). L'alimentation et les boissons (qui représentent un quart des dépenses de ménages) ont également eu un impact significatif sur l'accélération de l'inflation mensuelle en février (+0,78% m.m), en lien avec une hausse de la demande de certains produits, caractéristique des mois les plus chauds de l'année au Brésil.

Dans un contexte d'inflation basse - en-dessous la cible de la Banque centrale – en lien avec une demande atone, les analystes voient un assouplissement de la politique monétaire comme un scénario plausible en 2019 (alors que le taux directeur est au plus bas niveau historique aujourd'hui, à 6,5%).

En janvier, la production industrielle en chute, dans la lignée de la fin d'année 2018

D'après l'IBGE, la production industrielle a chuté de 0,8% en janvier par rapport au mois précédent et de 2,6% par rapport à janvier 2018. Ces résultats sont dans la continuité d'une fin d'année 2018 très décevante pour le secteur industriel, en lien notamment avec une baisse de la demande externe (pénalisée par le recul de la demande argentine de produits manufacturés).

Par secteur, les biens de capital ont connu une forte baisse par rapport à décembre 2018 (-3,0%). **Cette chute est liée à la faiblesse de la confiance des entrepreneurs, qui bride à court-terme l'investissement et donc la production de biens d'équipement.** Dans ce contexte, **les prévisions de croissance sont en baisse pour 2019, l'OCDE a notamment baissé ses prévisions de +2,1% à +1,9% sur l'année.**

Le volume des ventes au détail en hausse mensuelle en janvier

Après une année 2018 marquée par une hausse de +2,3% (v.m. cvs), le volume des ventes au détail restreint (qui exclue les véhicules et les matériaux de construction) a commencé 2019 par une hausse de +0,4% en janvier par rapport au mois précédent. Parallèlement, le volume de ventes de détail large (incluant les véhicules et les matériaux de construction) a progressé de 1% m.m en janvier.

Cette hausse du volume de ventes au détail restreint s'explique en grande partie par les ventes en supermarché de produits alimentaires, boissons et tabac qui représentent 1,1 p.p de la hausse. Sur les ventes au détail large, la

croissance de la vente de véhicule a été soutenue (+5,7% m.m) après deux mois de chutes, permettant de compenser la baisse de la demande externe (notamment argentine) pour le secteur automobile.

Si cette hausse met en avant un certain regain de la demande domestique, le niveau du volume des ventes reste très loin du niveau d'octobre 2014 (-6,6% par rapport à octobre 2014).

P.Guedes propose une déconnection des dépenses obligatoires du budget pour donner plus de marge de manœuvre aux Etats et municipalités

Cette semaine, le ministre de l'économie P. Guedes a évoqué la possibilité d'une réforme fiscale en profondeur, qui suivrait la réforme des retraites, à travers une déconnection des dépenses obligatoires du budget. L'objectif serait d'assouplir l'élaboration du budget de l'Union, dans lequel 92% des ressources (et notamment des transferts de l'Union aux Etats et municipalités) sont allouées à des dépenses obligatoires, laissant une marge de manœuvre très faible aux gouvernements régionaux et les mairies. Par exemple, constitutionnellement, les Etats doivent consacrer 12% des recettes à la santé (les municipalités 15%).

Cette déconnection budgétaire aura pour but de décentraliser l'utilisation des ressources au Brésil et de laisser aux Etats et municipalités, fortement contraints par leur endettement, plus de liberté budgétaire dans leurs dépenses. Pour P. Guedes, une telle réforme pourrait d'ailleurs permettre d'économiser 1 Md R\$ en 10 ans.

Ce projet impliquant un changement constitutionnel, il nécessiterait 60% de la chambre des députés pour être approuvé.

Evolution des marchés du 1 au 14 mars 2019

Indicateurs¹	Variation Semaine	Variation Cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,2%	+11,7%	98 484
Risque-pays (EMBI+ Br)	+3pt	-33pt	243
Taux de change R\$/USD	+2,9%	+1,3%	3,84
Taux de change R\$/€	+2,4%	+1,2%	4,35

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. **Rédacteurs : Julio RAMOS-TALLADA-Conseiller Financier ; Vincent GUIET-adjoint.**

¹ Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Bloomberg.